

## LE PARDON DE L'OUBLI

L'Histoire s'écrit rarement au présent... Il faut souvent des mois, voire des années, parfois même des décennies, avant qu'éclate la « vérité » sur tels évènements passés !

Concernant les « évènements de 1947 à Madagascar », il est évident qu'à cette époque, l'Histoire a été écrite par le pouvoir colonial qui s'est empressé de clamer très fort à la face du monde entier, que « le peuple malgache s'est révolté » sous l'impulsion du parti MDRM, conduit par les trois parlementaires Raseta, Ravoahangy, Rabemananjara. C'était la fameuse « Rébellion », thèse officielle déjà contestée à l'époque, mais contestation timide par crainte des représailles, ou autres raisons politiques... La simple logique démolit cette thèse à partir de l'adage français : « Pour trouver l'auteur d'un crime, il faut chercher à qui il profite ».

Il est clair que les seuls bénéficiaires de ces « évènements » ont été le pouvoir colonial, les colons français qui suivaient d'un œil inquiet l'heureuse évolution des interventions des trois parlementaires malgaches à l'Assemblée Nationale Française, réclamant le recouvrement de l'indépendance de Madagascar, pacifiquement, par voie légale. L'indépendance recouvrée signifiait l'abandon des riches concessions accaparées par les colons.

Il fallait une « rébellion » pour faire avorter la demande des parlementaires malgaches.

Est-ce à dire que cette « rébellion » a été provoquée par le pouvoir colonial ? L'avenir nous le dira, car les témoins, « les vrais », parlent de

plus en plus. Parmi ces témoignages, le mien que j'apporte ici, accrédite pleinement cette thèse de la provocation.

J'ai toujours eu une certaine répugnance à remuer ces pénibles souvenirs, vieux bientôt d'un demi siècle... Mais, aujourd'hui, pour la vérité de l'Histoire, surtout pour les générations futures, j'ai décidé de rompre un silence qui n'a que trop duré !

Une réalité qu'il faut rappeler : depuis leur arrestation, durant leur incarcération, jusqu'à leur libération, devant le Juge d'Instruction, les trois parlementaires malgaches ont toujours rejeté l'accusation portée contre eux, et sur ce point, ils n'ont jamais changé jusqu'à la fin du procès. Les archives de ce procès sont là pour en témoigner. Ils ne pouvaient pas compromettre, par une rébellion insensée et inutile, l'issue heureuse qu'ils sentaient proche, de leur longue lutte pacifique et menée par la voie de légalité. Ils étaient les perdants dans ces évènements, et avec eux, le peuple malgache.

Avant d'apporter mon témoignage, je voudrais évoquer brièvement l'historique de ces « évènements de 1947 » tels qu'ils se sont déroulés dans le cadre précis de la ville de Mananjary, située sur la Côte-Est malgache, considérée comme la « Capitale des Colons ».

Le fameux télégramme diffusé par les trois parlementaires au Peuple malgache :

« Restez calme malgré la provocation, pour ne pas compromettre la politique pacifiste du MDRM »

a été insidieusement interprété par le pouvoir colonial comme « signal » à déclencher la rébellion, et ce, pour « motiver » les

arrestations massives des trois parlementaires, des membres sympathisants du MDRM, et autres patriotes jugés trop nationalistes, et par la suite, « justifier » la répression sanglante qui a sévi dans beaucoup de points chauds de l'île.

« A Mananjary, mon père Alphonse RAZAFIMBAHINY, et quatre autres parents proches, ont été parmi les centaines de personnes arrêtées et incarcérées à la prison d'Ampasimandriona. Tous ces prisonniers ont été fusillés à l'aube du 8 mai 1947, sans aucune forme de procès.

Mon père repose aujourd'hui au « Mausolée de Mananjary », érigé trente ans après les « événements », sous la Deuxième République, en l'honneur des « Martyrs de la Patrie ».

Dès le lendemain du décès de mon père, une cohorte armée jusqu'aux dents est venue m'arrêter dans la cour de notre maison natale, sise en plein centre de la ville. Menotté, j'ai été exhibé dans les grandes avenues de Mananjary, couvert de coups, d'injures et crachats, montré du doigt comme « un fils de rebelle ».

Après 48 heures au « violon », exténué, affamé, assoiffé, j'ai été transféré au bâtiment du Trésor transformé en prison, où, pendant deux nuits j'ai été torturé avec une barbarie digne des tortionnaires de la Gestapo.

Plusieurs seaux d'eau alignés préalablement témoignaient de la « préméditation ». Dès que je ne réagissais plus sous l'avalanche des coups, on m'aspergeait d'un ou de deux seaux d'eau pour me réveiller, et la torture reprenait.

Les colons français n'ont réalisé qu'après leur crime qu'ils avaient tué « un citoyen français », mon père ayant acquis la nationalité française. Pour justifier son élimination physique, il fallait trouver une preuve assez accablante. Les colons ont décidé, dans leur cerveau

machiavélique, que cette preuve leur sera fournie par le propre fils de la victime, moi en l'occurrence, preuve à obtenir par tous les moyens, y compris la torture.

Ainsi, pendant deux nuits consécutives (séance de deux à trois heures à chaque fois), on m'a fait subir le « passage à tabac » pour me contraindre à signer (sans la lire) une « déclaration » dans laquelle (je l'ai su plus tard) j'accusais formellement mon père d'avoir accueilli chez lui – et ce à plusieurs reprises, au cours de réunions nocturnes – les « conspirateurs » qui ont décidé de tuer tous les français.

Affaibli, perdant mon sang à flot, au bord de l'évanouissement, je n'ai trouvé que ma foi en Dieu que j'appelais de toutes mes forces pour m'aider à « résister » jusqu'au bout. Je pense que beaucoup de chrétiens, de croyants, ont expérimenté comme moi, la force de cette foi qui, dans les pires épreuves, nous assure de l'intervention divine au secours de notre faiblesse humaine.

Mes tortionnaires me fixaient avec hébétude : ils ne comprenaient pas.

Devant mon refus de signer, la « cohorte » - conduite par Mr Bernard, Administrateur des Colonies, Chef du District, et comprenant Mr Iltis, Directeur de l'Ecole Régionale, et plusieurs colons flanqués de leurs acolytes malgaches- folle de rage, s'acharnait sur mon pauvre corps ensanglanté (auparavant, ils m'ont dévêtu complètement) , avec une férocité proche de la sauvagerie, de la barbarie...

Après la deuxième nuit, et une nouvelle tentative, toujours aussi vaine, d'extorquer ma signature, les tortionnaires m'ont abandonné, me laissant à demi-mort.

Une heure, peut-être deux ou trois, après leur départ (je n'avais plus la notion du temps), le Sergent Marcou (du Corps des Parachutistes français appelé en renfort pour activer la « pacification ») est venu me

voir dans ma cellule avec une torche électrique. Il avait les clefs de la prison dont il assurait la garde depuis plusieurs semaines.

Il me dit : « Voilà, j'ai ramassé ton chapelet. Tu es catholique comme moi. Alors, prie car il n'y a plus rien d'autre à faire. Je les ai entendus, ils reviendront avant l'aube pour te cribler de plusieurs balles. Puis, ils mettront ton cadavre, avec une lourde pierre, dans un grand sac qu'ils jetteront à la mer. C'est toujours comme ça que ça se passe. Je t'admire pour ton courage. Tus as bien fait de ne pas signer, car de toute manière, ils ont décrété ton arrêt de mort. »

Après son départ, la certitude que la fin approchait me plongeait dans une sérénité, une paix de l'âme prête à rencontrer Dieu !

Aucun apitoiement sur ma personne, je n'avais de pensée et de prières que pour les miens, les êtres chers qui resteront sans soutien au milieu de la tourmente et de la haine aveugle... Je les confiais à Dieu, et aussi à la Sainte Vierge envers qui j'ai toujours professé une confiante dévotion filiale, fort de cette certitude qu'elle est la médiatrice de toutes les grâces ! ».

Brusquement, en entendant le bruit des clefs introduites dans la serrure de la porte de la prison, je me raidissais, pour faire face, avec dignité, à mes tortionnaires. Et, comme dans une demi- inconscience, j'ai entendu la voix angoissée du Docteur Buisson (à l'époque, Médecin-Chef de l'Hôpital de Mananjary) m'appelant plusieurs fois, fouillant ma cellule avec une lampe de poche.

« Rodolphe, tu es là mon enfant ? Réponds-moi, je t'en prie »

Ma bouche en bouillie ne pouvait articuler aucun son.

Finalement, en me découvrant recroquevillé dans un coin, il entrouvrit mes paupières, écouta mon cœur qui battait faiblement... Alors, il a eu ce cri :

« Merci, merci mon Dieu. Je crois qu'il n'est pas trop tard pour le sauver ».

Il referma la porte à clef et partit chercher du renfort. Son absence n'a peut-être duré qu'un bref moment, mais avec l'espoir revenu, il m'a semblé qu'une éternité s'était écoulée jusqu'à son retour... Il était accompagné d'un médecin et de deux infirmiers portant une civière, mais aussi du Commandant du Groupe des Parachutistes, du Chef de District et de quelques colons.

S'adressant à ce petit monde, il déclara d'une voix forte, vibrant encore d'indignation contenue :

« Voilà, j'arrivais une heure trop tard, et cet enfant mourait, ayant perdu son sang en abondance. Ce n'était même plus la peine que vous reveniez pour l'achever. Je vous préviens tous, et surtout vous mon Commandant, c'est vous maintenant qui détenez le pouvoir et non le Chef de District. Je ferai un rapport jusqu'à la Croix-Rouge International à Genève pour protester contre de tels actes de torture. Je vous demanderai de signer ce rapport avec moi. Ne vous dérobez pas. Enfin, je ne tolérerai pas que ces actes se renouvellent ».

Emporté sur une civière jusqu'à l'hôpital assez proche, j'y suis resté en traitement pendant quatre mois et demi, certaines blessures, comme celle provoquée par un coup de poignard sur ma lèvre inférieure, ayant mis un temps assez long pour se cicatriser. »

Avant de poursuivre mon récit, il me faut donner quelques mots de clarifications concernant mon sauvetage in extremis. C'est le Sergent Marcou, gardien de la prison, qui avait remis les clefs au Dr Buisson en lui disant :

« Délivrez ce garçon... J'ai la certitude d'assister à un assassinat, et ne veux y participer à aucun prix. Je sais pertinemment qu'en tant que militaire, je risque d'être « passé par les armes », mais je choisis sans hésiter de suivre la voix de ma conscience ». Ces propos m'ont été rapportés par le Dr Buisson.

Par ailleurs, je tiens à noter que, pendant mon hospitalisation, le Sergent Marcou m'a rendu visite quasi-quotidiennement. Il me disait tout le temps : rappelle-toi, moi, pas une seule fois, je n'ai porté la main sur toi. C'était vrai, pendant mes deux nuits de supplice à la Prison, le Sergent Marcou a « assisté », mais n'a jamais « participé ».

Je tiens à noter également que, si j'ai failli perdre la vie, par le fait des colonialistes français, je n'ai dû la vie sauve qu'à un Français de grand cœur, le Dr Buisson, un grand ami de la famille, à qui d'autres familles malgaches, très nombreuses, sont redevables de n'avoir pas été maltraitées injustement, ou simplement inquiétées. **Comme quoi, il y a des bons et des mauvais dans toutes les races**, et, parmi les tortionnaires qui m'ont malmené, les plus acharnés ont été les malgaches partisans des colons.

Venons-en à la partie la plus importante de mon récit, celle où je rappelle les propos tenus par les colons français, persuadés alors qu'ils parlaient devant un « mort en sursis » qui ne pourrait jamais « témoigner ». Je m'abstiendrai volontairement de relever toutes les réflexions malveillantes, aussi fielleuses que mesquines (et elles étaient légion) qui ponctuaient chaque coup de poing, chaque gifle et autres gestes violents. Je ne citerai, à titre d'exemple, que celles proférées par un colon multimillionnaire :

« Nous en avons assez de la famille Alphonse (prénom de mon père Alphonse Razafimbahiny) et de toutes ces familles des hauts-plateaux dont les fils et les filles détrônent les nôtres dans les écoles, et pendant les examens ».

Je rapporterai uniquement les propos à tendance politique, pouvant apporter un éclairage nouveau sur ces événements de 1947 à Madagascar. Voici les plus édifiants :

« Tu sais, ce n'est pas le Gouverneur Général, avec ses Chefs de Province et Chefs de District, qui gouverne ton pays, c'est nous les Colons. Nous sommes les plus riches et les plus puissants. Nous sommes les vrais maîtres, et le Ministère des Colonies ne fait qu'exécuter nos ordres. Tu comprends, tes Députés ont essayé, et presque réussi, à faire voter une loi redonnant son indépendance à Madagascar, et cela en restant assis tranquillement sur leurs chaises à l'Assemblée Nationale Française. Il nous fallait empêcher, par tous les moyens, l'aboutissement de ce projet. L'idéal était de provoquer une insurrection armée, pour justifier la répression et noyer dans un bain de sang les prétentions de tes Députés indépendantistes. Il nous était facile de recruter des acolytes nationaux parmi les insatisfaits les plus ambitieux et les plus cupides, dans les rangs des partis adverses ou dissidents. Nous avons donc monté de toutes pièces ce simulacre de rébellion, en nous arrangeant pour faire retomber la responsabilité du crime sur vos trois députés et leur parti MDRM. Nous avons tué ton père, nous allons te tuer, nous tuerons tous les membres de ta famille, nous exterminerons toutes les familles des hauts-plateaux. Lorsqu'il n'y aura plus un seul Merina à Madagascar, nous aurons suffisamment de main-d'œuvre avec les quatre à cinq millions de côtiers, pour continuer d'exploiter et garder éternellement ce pays si riche dans tous les domaines ».

Ces Colons qui ont décidé de me faire mourir, parlaient sans retenue, déversant leurs rancœurs accumulées, se délectant de leurs propos criminels avec un plaisir malsain... Pour eux, j'étais un mort en sursis, ne représentant aucun danger pour l'avenir. **Mais Dieu, le Seul Maître de**



l'Histoire, en a décidé autrement, et aujourd'hui, après 48 ans de silence, le « miraculé » de 1947 ? qui a survécu à la tourmente, parle et témoigne. Mais je voudrais, en plus de ce témoignage destiné à réhabiliter l'Histoire, en offrir un autre que je crois aussi important, sinon plus : mon témoignage de Chrétien !

« Après quatre mois et demi de traitement à l'hôpital, le Docteur André BUISSON me dit :

« Un avion viendra se poser demain à l'aérodrome de Mananjary. J'irai moi-même t'installer dans cet avion. Tu iras rejoindre ton grand frère (Raymond RAZAFIMBAHINY) à Mahajanga. Là-bas, j'espère que ta vie serait davantage en sécurité. Tu sais qu'ici, les colons ne te pardonnent pas d'être encore vivant. Tu as entendu leurs propos machiavéliques. Tu es devenu un témoin qu'ils cherchent à supprimer, et je crains de ne plus pouvoir te protéger, car dans leur rage et leur peur, ils seront capables de venir te tuer sur ton lit d'hôpital.

A Mahajanga, la Providence Divine a placé sur mon chemin deux êtres exceptionnels, deux Français : Monseigneur Jean Batiot et le Père Adolphe Calvet, alors Curé de la Cathédrale.

Dès mon arrivée dans la Capitale du Boina, le Commissaire français de l'époque m'avait adressé convocation sur convocation pour des interrogatoires abrutissants, toujours les mêmes :

« Qu'avais-je l'intention de faire après la mort de mon père ? – des questions insidieuses –

Que faisait en France mon autre grand frère (Jules RAZAFIMBAHINY) ? N'y serait-il pas pour acheter des armes destinées aux rebelles ?... »

Une intervention énergique de Mgr Batiot (personnalité respectée et crainte aussi), comme sortie de « menace de rapport à Paris » a mis fin définitivement à ces tracasseries policières. Quant au Père CALVET, il a été mon sauveteur spirituel. Au jeune homme traumatisé, aigri, ulcéré par les injustices et la méchanceté des hommes, il a rendu la sérénité et la paix de l'âme. Pendant de longs mois, avec douceur et patience, il m'a exhorté au pardon, difficile, voire impossible, à cause de notre faiblesse humaine, mais possible avec l'aide de Dieu appelé de toutes forces de notre foi chrétienne, et qui agit en nous. Il me répétait inlassablement :

« Plutôt que de ressasser des ressentiments, vite transformés en haine, à l'égard des Français qui ont tué ton père, efforce-toi de penser à ces autres Français (le Dr BUISSON, et aussi à Mr Jean DELAVIGNE, à l'époque, Directeur de la Coopérative Agricole) qui t'ont sauvé la vie, au risque de leur propre vie ».

Pour m'aider dans mon cheminement sur la route du pardon, il a eu cette idée géniale de créer à Mahajanga, une Troupe de Scouts de France, composée de jeunes garçons, français en majorité, mais aussi malgache, créole, indien, grec, chinois... ne trouvant rien de plus salvifique pour moi, que de me confier la responsabilité de cette troupe fraternelle.

L' « Aumônier » disait sans cesse à « Chef Rodolphe » :

« Ta reconnaissance envers tes sauveteurs et ta gratitude envers Dieu, effaçant tout ressentiment, t'amèneront, tôt ou tard, à pardonner à tes tortionnaires, comme le Christ sur la Croix, pardonnant à ses bourreaux. »

**Pendant la Sainte Messe de cet inoubliable Dimanche de Pâques 1948, lorsque j'ai communiqué aux côtés de mes petits frères scouts (après un si long et pénible passage à vide), je savais, avec certitude, que j'ai (enfin) pardonné : joie et paix intense, inexprimable.**

**Pardonné à tel point qu'en 1975, j'ai eu cette autre joie de fonder l'Alliance Française de Mahajanga, où, depuis deux décennies maintenant, je vis la riche expérience d'une heureuse convivialité entre les différentes communautés raciales et culturelles de la ville.**

Aujourd'hui, où la haine et la violence plongent notre monde dans des guerres interminables, souvent fratricides, le pardon, qui passe par la tolérance, est la seule voie capable de sauver l'humanité.

Pour en revenir à la réhabilitation de l'Histoire, celle-ci dévoilera-t-elle un jour, que dans cette « affaire de 1947 à Madagascar », couvait un horrible projet d'ethnocide perpétré par les colonialistes français ?

**Mais, le passé est le passé, et rien ni personne ne pourra y changer quelque chose. L'urgent, le prioritaire, c'est le présent qu'il faut construire pour sauvegarder l'avenir des Jeunes et leur assurer un monde plus juste et fraternel.**

Si depuis 1989, je milite au sein de MIR (**Mouvement International de la Réconciliation**), c'est pour combattre, aux côtés de mes frères Croyants du monde entier, les forces qui rappellent aujourd'hui égoïsme, injustice, corruption, exclusions, haine, violence...

**Inculquer aux enfants et aux jeunes l'esprit de tolérance, de solidarité, de pardon mutuel. Dans ce travail d'éducateurs, les adultes, par leur exemple de vie, ont une grande et lourde responsabilité à assumer.**

Dans deux ans, nous commémorerons le cinquantième des événements de 1947. Puisse cet anniversaire marquer le départ d'une ère nouvelle basée sur la justice, le respect de la dignité de l'homme, de tout homme, l'entraide fraternelle, la réconciliation nationale. Cela nous acheminera progressivement, avec l'aide de Dieu, à invoquer sans cesse vers cette « civilisation de l'amour » prônée par le Pape Jean-Paul II, seul chemin de conversion et de salut pour l'humanité.

